

10 octobre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Zoran Milanovic, Premier ministre de la République de Croatie, sur les relations franco-croates, la construction européenne et sur l'enlèvement du Premier ministre libyen, à Paris le 10 octobre 2013.

LE PRÉSIDENT : Mesdames, Messieurs, j'ai reçu le Premier ministre de Croatie, mon ami Zoran. J'avais déjà accueilli deux fois le Président de la Croatie. Une fois lors de l'hiver 2012 et puis ensuite, le 14 juillet, où il y a eu un défilé des troupes croates en même temps que les troupes françaises pour la fête Nationale.

Aujourd'hui, nous avons évoqué l'avenir de l'Europe, puisque la Croatie est maintenant membre à part entière. Nous avons des rendez-vous qui nous attendent, celui sur l'énergie et le numérique dont nous allons parler bientôt au niveau européen et la question de l'emploi des jeunes puisque Paris se tiendra au mois de novembre une réunion des ministres du Travail d'abord et ensuite des chefs d'États et de Gouvernements.

Nous avons aussi cette perspective des élections européennes que nous devons préparer en offrant un espoir à l'Europe.

Nous sortons d'une crise, celle de la zone euro, nous connaissons maintenant une reprise encore fragile que nous devons conforter. Il y a eu des disciplines qui ont été posées, nous devons maintenant soutenir encore davantage l'activité pour avoir plus d'emploi.

Nous avons ensuite évoqué nos relations bilatérales qui sont excellentes entre la France et la Croatie. Sur le plan économique où il y a des coopérations en matière d'infrastructure, d'énergie mais aussi de culture, de francophonie et nous avons à cœur de promouvoir la culture en Europe.

Nous avons ensuite abordé les Balkans. Vous savez que j'avais été invité en Slovénie cet été pour ce que l'on appelle le processus de Brdo qui a été lancé à l'initiative de la Slovénie et de la Croatie et nous, nous voulons nous y associer. Nous considérons que les Balkans doivent être à la fois stabilisés, et en même temps qu'il y ait cette perspective européenne qui puisse être ouverte.

Mais nous avons aussi une vigilance qui ne vaut pas d'ailleurs simplement pour les Balkans, d'ailleurs des contrôles aux frontières, des règles qui soient respectées pour que le moment venu, un pays comme la Croatie puisse aussi entrer dans l'espace Schengen.

À cet égard, nous allons organiser une coopération entre nos deux pays pour améliorer la sécurité, les contrôles aussi bien pour les frontières terrestres que pour les frontières maritimes. Voilà le sens de ce que nous avons développé tout au long de cet échange et avec Zoran, nous avons des relations de grande confiance. Merci.

M. ZORAN MILANOVIĆ - Cher François, encore une fois, je tiens à te remercier de ton accueil.

Tu es un très bon homme politique étant donné que tu as retenu tous les sujets dont nous avons discuté. Je n'ai donc pas beaucoup de choses à rajouter. Je le pense vraiment, je n'ai pas grand-chose à rajouter. Après cet entretien, je vais également mentrettenir avec le Premier ministre.

Encore une fois, c'était un grand honneur pour moi d'être ici et, bien évidemment, si vous avez des questions, je suis à votre disposition pour y répondre.

QUESTION - Monsieur le Président, d'après vous, quand la Croatie peut-elle être prête pour

rejoindre l'espace Schengen ?

LE PRESIDENT - C'est la question que j'ai posée au Premier ministre. Je pense que si nous coopérons bien, si nous travaillons ensemble sur le respect des frontières, le contrôle, les sécurités qu'il convient de mettre en place, les efforts qu'engagera la Croatie, je pense que cela peut se faire dans un délai raisonnable. De toute façon, il faut deux ans après l'entrée dans l'Union européenne pour déposer sa candidature. Après, il y aura des processus de vérification et, si les conditions sont réunies, il y aura, à ce moment-là, l'ouverture de l'espace Schengen à la Croatie.

QUESTION - Inaudible

LE PRESIDENT - Nous avons déjà de grandes inquiétudes par rapport à la situation en Libye. Ce qui s'est produit, l'enlèvement du Premier ministre, même s'il vient d'être libéré, renforce encore notre inquiétude. La France, depuis ce qui s'est produit en Libye, c'est-à-dire le effondrement du régime de KADHAFI et son remplacement par des gouvernements élus, a toujours dit sa disponibilité pour apporter sa coopération en matière de sécurité. Et c'est plus que jamais nécessaire.

La communauté internationale ne doit pas attendre. Il y a eu, en son temps, une intervention pour en terminer avec le régime de KADHAFI mais cela ne peut pas suffire. Nous avons absolument besoin d'accompagner ce pays, à condition aussi qu'il fasse les efforts nécessaires pour éradiquer les groupes qui n'acceptent pas les autorités légitimes de Libye. Il y a ensuite un foyer terroriste qui existe dans ce pays. Nous en connaissons les retombées ou les agissements et nous devons, là aussi, avoir une coopération internationale avec la Libye pour en terminer avec ces groupes.